

DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Solutions anti-chute ?

Alors que près de 140 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme, les initiatives se multiplient pour lutter contre le décrochage, à l'intérieur de l'école comme à l'extérieur. Si certains professeurs et chercheurs restent convaincus que la clé est de redonner le goût du savoir, l'État s'attache surtout à favoriser l'insertion professionnelle de ces jeunes. **Marion Garreau**

Dans l'immense salle du café de la Gaité lyrique à Paris, trois personnes planchent sur le concept de mondialisation. Ici, pas de leçon magistrale ni de dissertation : Marion, candidate libre au baccalauréat âgée de 19 ans, met en scène différents symboles tandis qu'Olivier, un jeune du même âge, la filme. Le tout sous l'œil attentif de Muriel Epstein, fondatrice de l'association Transapi. Deux après-midis par semaine, cette professeure de mathématiques, accompagnée d'autres enseignants et bénévoles, accueille de jeunes décrocheurs dans des lieux ouverts et conviviaux de Paris. La vidéo réalisée par Marion, déscolarisée depuis un an, lui permet de s'approprier une notion au programme du bac littéraire. Elle servira ensuite d'outil pédagogique dans des lycées où intervient l'association, pour faire découvrir son action et repérer d'éventuels jeunes en cours de décrochage.

Une thèse de sociologie sur les parcours scolaires a mené Muriel Epstein au constat suivant : « *Les jeunes de décrochent pas par manque d'envie d'apprendre, mais à cause de la forme scolaire. Rester assis sans bouger pour écouter un cours, c'est différent d'apprendre et d'être curieux.* » De cette conviction est né à l'automne dernier Transapi – contraction de transmission et sapiens, signifiant le savoir. Avec des séances hors de l'école, sans obligation de présence et en abordant le savoir autrement, les intervenants aident ces jeunes à reconstruire un projet d'orientation et tentent de leur redonner le goût d'apprendre. Avec un objectif : qu'ils soient rescolarisés l'année prochaine ou qu'ils décrochent le bac.



© Simpsons/Banky/Bart Chalkboard

COACH ANTI-DÉCROCHAGE

Au collège Albert-Camus de Jarville-la-Malgrange, en Meurthe-et-Moselle, on pense aussi que la solution au décrochage doit venir de l'extérieur. Depuis trois ans, cet établissement fait intervenir une ancienne coach personnelle, Fanny Cherpitel, qui prend en charge chaque année une dizaine d'élèves en difficulté scolaire. Entretiens individuels pour cibler les manques et les motivations, exercices collectifs (jeux de scène, débats, relaxation)... le travail tourne autour des représentations des adolescents, de leurs valeurs et de leur confiance en soi. Selon Fanny Cherpitel, être extérieure au monde de l'éducation lui permet d'instaurer une relation de confiance avec les élèves.

Chaque année, environ 140 000 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme. D'après l'Insee, sur les 16 % sortis de formation initiale entre 2009 et 2011 sans diplôme ou avec le brevet

uniquement, 47 % étaient au chômage en 2012 (1), contre 10 % chez les diplômés du supérieur. Pour raccrocher ces jeunes au système scolaire, ou du moins au marché du travail, les dispositifs se multiplient : écoles de la deuxième chance, contrat de professionnalisation, contrat d'insertion dans la vie sociale... Et depuis quelques années, la prévention se développe avec les programmes personnalisés de réussite éducative (PPRE), qui ciblent les élèves en difficulté du primaire et du collège, ou encore avec la création de classes comprenant un module de découverte professionnelle dès la 4^e.

MICRO-LYCÉES

Autre manière de lutter contre le décrochage scolaire, les micro-lycées. Au nombre de quatre actuellement, le ministère de l'Éducation nationale en souhaite un par académie au moins. Instaurés dans la lignée du Pôle innovant lycéen (PIL) de Paris créé en

2003, les micro-lycées accueillent pendant un an des jeunes déscolarisés et les aident à construire un projet d'orientation afin qu'ils rejoignent une formation qualifiante l'année suivante. Ici, pas de pédagogie révolutionnaire mais des cours pour redonner le plaisir d'apprendre avant tout. « *Ce qui change fondamentalement, c'est le tutorat et l'accompagnement* », déclare Benoît Cornet, coordinateur du PIL et conseiller principal d'éducation. Dans ces établissements, on ne parle pas d'élèves mais de jeunes, que l'« *on accompagne pour qu'ils renouent avec l'apprentissage, avec l'école en tant qu'institution, avec la figure de l'adulte, les familles, et parfois avec leurs pairs* », explique-t-il.

Car le décrochage scolaire est un processus aux causes multiples : problèmes

ont souvent le sentiment de ne pas avoir été acteur de leur histoire », explique Benoît Cornet, qui insiste sur le fait qu'en France l'orientation vers ces filières se fait bien souvent par relégation.

ÉCOLE DE BASE VERSUS ÉCOLE DE SPÉCIALISATION

Les décrocheurs seraient des jeunes peu intéressés par le savoir, qu'il faut orienter tôt vers la vie professionnelle ? L'idée serait fautive, voire même risquée. « *Aujourd'hui, les patrons veulent des gens capables d'apprendre et de s'adapter*, estime Philippe Goémé, ancien coordinateur du PIL et chargé de mission à l'Observatoire universitaire international de l'éducation et de la prévention. Or, les capacités d'adaptation et d'innovation des individus sont d'autant plus faibles que l'est leur niveau de diplôme.

“Chaque année, environ 140 000 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme.”

scolaires, mais aussi difficultés familiales, ennuis de santé... Autre élément à considérer : l'orientation. Un décrocheur sur deux quitte une formation au niveau CAP ou BEP, et les décrocheurs sont 37 % à s'être déjà vu refuser leurs vœux d'orientation, contre 22 % pour les non décrocheurs (2). « *Un conseil de classe de 30 minutes et on décide de votre avenir : les jeunes orientés vers des filières technologiques et professionnelles*

(1) « France, portrait social – édition 2013 », Insee.

(2) « France, portrait social – édition 2013 », Insee.

(3) Circulaire publiée au BO du 4 avril 2013.

Pour pouvoir s'adapter, il faut un bagage le plus général possible. »

Pourtant, le ministère de l'Éducation nationale semble encore convaincu que la formation professionnelle reste la solution au décrochage scolaire : lancés fin 2012, les réseaux *Formation qualification emploi (FOQUALE)* proposent aux décrocheurs un contrat « *Objectif formation-emploi* », c'est-à-dire une formation « *adaptée aux besoins de chacun et à la situation de l'emploi dans sa région pour assurer un débouché professionnel* » (3). De son côté, l'OCDE appelle les pays européens à recentrer

LE DÉCROCHAGE EN 2013

180 000

jeunes décrocheurs ont été contactés par le ministère de l'Éducation nationale.

19%

ont été pris en charge par les réseaux FOQUALE.

20 000

décrocheurs sont retournés en formation initiale diplômante.

3 000

décrocheurs se sont engagés dans un service civique

(Source : Ministère de l'Éducation nationale)

leur système éducatif sur la transmission de compétences pour une meilleure insertion sur le marché du travail. Mais alors, quelle place reste-t-il pour l'école en tant que lieu de savoirs où sont formés les citoyens ? Pour le pédagogue Marcel Crahay, professeur à l'Université de Genève, « *l'école de base, centrée sur la transmission des connaissances et commune à tous, doit durer jusqu'à l'âge de 15-16 ans, et l'école de spécialisation doit venir après* ». Il plaide pour un processus d'orientation lent, étalé sur deux ans, avec « *un temps d'information et d'étude des métiers ainsi qu'un suivi psychologique pour s'assurer que l'élève fasse un choix informé, qui tienne compte de ses capacités* ». Autrement dit, « *un choix individualisé* ». 

À L'ÉCOLE DE L'ÉMANCIPATION

Dans son ouvrage *La Fabrique de l'impuissance, l'école entre la domination et l'émancipation*, Charlotte Nordmann, professeure de philosophie et éditrice, livre une analyse sévère de notre système éducatif. Dépolitisée, l'institution se contenterait uniquement de reproduire et de légitimer les inégalités : à cause d'une sélection inopérante aux critères désuets, elle assignerait à chaque groupe social une place déterminée. Selon Charlotte Nordmann, penser l'école et ses missions émancipatrices nécessite de

désencastrier l'école du monde du travail en réformant notre système d'orientation et en repolitisant le champ scolaire. « *Il est urgent de repolitiser la question - et non dans les seuls termes, infiniment réducteurs, de la résistance à la « marchandisation de l'école », aussi réelle que soit cette menace. [...] Ce qui exige de s'interroger sur les enjeux politiques de la maîtrise de la lecture et de l'écriture, du rapport à la parole et du rapport aux savoirs* », explique-t-elle.